

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
à la Conférence nationale des législatures d'état sommet
législatif « états forts, nation forte »
Réunion annuelle de 2007**

**Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
Boston, Massachusetts, États-Unis d'Amérique
du 5 au 9 août 2007**

Rapport

Du 5 au 9 août, des membres du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis ont assisté à la réunion annuelle de la Conférence nationale des législatures d'État à Boston (Massachusetts). Le présent rapport résume les principaux points abordés au cours des plénières et de séances choisies qui se sont déroulées en même temps.

LARGE BANDE SANS FIL : RÉPONDRE À L'APPEL

Steve Largent, CTIA – The Wireless Association

- L'industrie du sans-fil, qui a maintenant 25 ans, est une réussite remarquable du libre marché américain; le sans-fil est en train de révolutionner notre façon de vivre, de travailler et de jouer.
- Le sans-fil progresse plus rapidement que le câble et la ligne d'accès numérique combinés.
- La large bande met les gens en contact et offre des possibilités à l'économie.
- Les consommateurs ont un « énorme » appétit pour le sans-fil et comprennent comment il peut améliorer leur vie; ils se tourneront de plus en plus vers le sans-fil pour leurs communications par large bande.
- Les réseaux révolutionnent le commerce et facilitent la compétitivité à l'échelle mondiale.
- Le Congrès a établi pour le sans-fil un cadre national et compétitif en régime de marché libre.
- Les participants de l'industrie du sans-fil se livrent concurrence sur les plans du prix, de la qualité et de la fiabilité du réseau, des produits, etc.
- Depuis 1994, les prix du sans-fil ont diminué de 85 p. 100.
- La concurrence et le choix laissé au consommateur sont les meilleurs moyens de réglementer le marché.
- Il faut moderniser la politique fiscale des télécommunications :
 - il ne devrait pas y avoir de taxe de vente sur les investissements;
 - les investissements critiques en infrastructure qui mènent à la croissance ne devraient pas être imposés;
 - il faut réduire au minimum les taxes qui font augmenter le prix des services, car les consommateurs achètent moins de services lorsque les prix sont plus élevés, de sorte que les entreprises ont moins de revenus pour pouvoir faire des investissements.

- La réglementation de la relation entre les consommateurs et les fournisseurs de service sans fil peut nuire aux consommateurs, car les économies qui, autrement, pourraient se répercuter sur eux sont éliminées.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU XXI^e SIÈCLE

Mike Hunsucker, Embarq

- Une participation financière de l'État s'impose dans les zones rurales si on veut y déployer la large bande.
- Les législateurs devraient encourager le déploiement de la large bande dans les zones rurales et proposer des mesures incitatives à cet égard, car le coût élevé et la faible densité rendent la rentabilité impossible.
- Certaines zones rurales n'ont ni le câble, ni le sans-fil.
- En ce qui concerne l'accès universel, la politique fédérale actuelle ne fonctionne pas et se sont particulièrement les zones rurales qui sont à risque.
- Le coût de la prestation du service varie d'une localité à l'autre.

Dan Mullin, Verizon Wireless

- L'industrie du sans-fil est dynamique et complexe.
- La large bande et le sans-fil sont l'avenir de l'industrie des services de données.
- La prestation des services aux consommateurs présente des risques :
 - l'incertitude liée à une réglementation qui change d'un État à l'autre;
 - les taxes et les droits;
 - les politiques sur l'implantation des installations.

Mike Bennett, AT&T

- De nombreuses possibilités s'offrent aux consommateurs, et chacune a ses avantages et ses inconvénients.
- Ces possibilités comprennent :
 - le prépayé : aucun contrat, aucune vérification du crédit, plein prix pour l'appareil, prix à la minute élevé;
 - aucun engagement : aucun contrat, taux faible, plein prix pour l'appareil;
 - contrat : escompte sur l'appareil, prix à la minute le plus faible, frais d'annulation précoce du contrat;
- Les frais d'annulation précoce incitent l'abonné à ne pas annuler son contrat; ces frais sont compensés par un faible têt à la minute et le prix peu élevé de l'appareil.

Jamie Hastings, T-Mobile

- Tous les fournisseurs de services ont le même objectif, un consommateur satisfait de services sans fil, mais ils peuvent s'y prendre différemment pour atteindre cet objectif commun.
- Le sans-fil a un taux de pénétration de 76 p. 100 à l'échelle nationale, si bien que le réservoir de nouveaux clients diminue et que les clients existants prennent de la valeur.
- Les clients mécontents le font savoir en allant ailleurs.
- Si on tient compte des coûts de marketing et autres, il en coûte en moyenne 340 \$ pour acquérir un nouveau client.
- La transférabilité du numéro est importante pour les clients.
- Comme l'industrie est très compétitive et qu'il y a de nombreux incitatifs, les clients obtiennent la qualité de service que donne une concurrence intense.

Scott Mackey, Kimbell, Sherman, Ellis

- Les clients s'inquiètent du nombre et du niveau des taxes et droits qui figurent sur leur facture de sans-fil.
- Les taxes et les droits dans l'industrie du sans-fil devraient être au même niveau que dans tout autre secteur concurrentiel.

Shane Muchmore, Sprint

- Compte tenu de l'usage « phénoménal » que font les clients, il faut s'assurer que les infrastructures sont à la hauteur.
- Les clients changent le plus souvent de fournisseur à cause des appels interrompus et de la piètre qualité de la communication.
- Dans certaines régions, les fournisseurs adoptent une approche de coopération; par exemple, ils placent leurs antennes sur les tours les uns des autres.
- L'industrie a besoin de savoir à quoi s'en tenir en matière de permis du point de vue des délais et des coûts.

Rick Cimerman, National Cable & Telecommunications Association

- Une concurrence soutenue et soutenable est bénéfique.
- Rien ne va plus dans le fonds du service universel.

Coralette Hannon, AARP (autrefois American Association of Retired Persons)

- La concurrence peut donner plus de choix et un plus grand bien-être au consommateur, mais elle ne le fait pas toujours.
- D'après le Better Business Bureau, le secteur de la téléphonie portable est au troisième rang des industries qui font l'objet du plus grand nombre de plaintes aux États-Unis.
- Le fait que la concurrence est limitée entre les fournisseurs de téléphonie portable et le regroupement des entreprises montrent la nécessité d'une intervention réglementaire.

VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE COMMERCIALE : LE « BIPARTISAN TRADE DEAL », LE TPA ET LES ÉTATS

John Magnus, Miller & Chevalier

- Un fossé profond existe entre ce que l'administration américaine suppose et la réalité du Congrès.
- Questions commerciales qui préoccupent les États :
 - les marchés de l'État – touchés par les accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux; il faut faire une meilleure analyse de ce que les États gagnent ou perdent dans les engagements relatifs aux marchés de l'État;
 - les investissements – touchés surtout par les accord commerciaux bilatéraux; il y a des conséquences pour la souplesse dont jouissent les États en matière de réglementation;
 - la réglementation du secteur des services – touché surtout par les accords commerciaux multilatéraux; les points sensibles des États sont mieux compris aujourd'hui;
 - les autres préoccupations des États – notamment le jeu, l'environnement et le désinvestissement.

Doug Goudie, National Association of Manufacturers

- Il se pose des questions sur le droit au travail et les lois sur le droit de grève.
- Le débat sur le commerce évolue aux États-Unis.
- Dans le Cycle de Doha, il faut tenir compte des besoins des pays en développement.
- Les allégations au sujet des pertes d'emplois dans le secteur manufacturier qui seraient attribuables aux accords commerciaux sont sans fondement; une récession dans le secteur manufacturier plutôt que dans le commerce a entraîné ces pertes d'emplois dans le secteur manufacturier;

- Lorsque le secteur manufacturier s'est redressé, il n'y a pas eu de gains dans l'emploi à cause des éléments suivants :
 - influence de la Chine;
 - améliorations de la productivité;
 - perte de marchés d'exportation.
- Depuis la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les trois pays partenaires ont réalisé des gains; les accords commerciaux comme l'ALENA se traduisent par une augmentation des exportations américaines.
- La Chine est la source principale des inquiétudes suscitées par la mondialisation.
- Le commerce n'est pas la mondialisation, mais la mondialisation englobe le commerce.

Jeff Vogt, American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO)

- L'American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) est en faveur de la prise en compte des normes de travail dans les accords commerciaux.
- L'Organisation de coopération et de développement économiques a conclu que la productivité était meilleure lorsque des normes de travail fondamentales sont appliquées.
- Il est important de faire appliquer les accords commerciaux.
- Quatre accords de libre-échange sont à l'étude, avec le Pérou, le Panama, la Colombie et la Corée.

LE NOUVEAU DIPLÔME RECHERCHÉ EN ÉTUDES SUPÉRIEURES : PRÉPARER LES PROFESSIONNELS DES MATHÉMATIQUES ET DES SCIENCES À DES EMPLOIS MIEUX RÉMUNÉRÉS

Eleanor Babco, Council of Graduate Schools

- Le Professional Science Master's Degree (PSM) est un diplôme interdisciplinaire qui couronne deux années d'études, avec des cours axés sur les aptitudes qui mettent l'accent sur les compétences en écriture et communication et un stage chez un employeur.
- Le PSM prépare les diplômés à travailler en dehors du milieu universitaire et allie compétence technique et compétences de la population active; le diplôme donne un plus grand nombre de possibilités d'emploi.
- La majorité des nouveaux emplois créés dans le secteur des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques ne se trouvent pas en milieu universitaire.

William Detrich, Northeastern University

- De nombreux étudiants veulent une formation qui va au-delà du baccalauréat ès arts ou du baccalauréat en sciences, mais ils ne veulent pas aller jusqu'au doctorat; et beaucoup ne veulent pas d'une maîtrise en sciences axé sur la recherche.
- Beaucoup d'étudiants et d'employeurs sont prêts à payer pour une maîtrise axée sur les professions scientifiques qui ajoute de la valeur et une expérience pratique et qui demande deux années d'études.

DISPARITÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ : POURQUOI ELLES COMPTENT ET QUE PEUVENT FAIRE LES ÉTATS?

Linda Holmes, Office of Minority and Multicultural Health, New Jersey

- Les disparités en matière de santé existent depuis longtemps, mais, à présent, il semble exister un nouvel élan, un dynamisme renouvelé et des idées nouvelles.
- Un rapport de 2002 disait que le racisme contribue aux disparités en matière de santé aux États-Unis.
- Il faut de bonnes données pour mesurer les progrès accomplis.
- Il faut accroître la proportion de représentants des minorités dans les professions de la santé; à cet égard, un programme de mentors pourrait être utile.

Michelle Proser, National Association of Community Health Centers

- Bien que l'assurance-maladie soit un facteur favorable important, ce n'est pas la panacée.
- Des soins adaptés aux cultures et réguliers devraient être disponibles.
- Le meilleur moyen d'atténuer les disparités est de s'attaquer aux problèmes sociaux et économiques au niveau local, lorsque les soins sont dispensés.

Elena Rios, National Hispanic Medical Association

- Au moins trois projets de loi sont à l'étude au Congrès au sujet de la santé des membres des minorités.
- Les Latino-Américains sont le groupe ethnique le plus important aux États-Unis. D'ici 2050, les « gens de couleur » représenteront plus de la moitié de la population américaine.
- Souvent, les hispanophones, les personnes nées à l'étranger et les employés de petits employeurs n'ont pas d'assurance.
- Il faut des lois appropriées dans les États, qui sont les incubateurs.
- Il faut mettre l'accent sur l'« égalité de la qualité ».
- Il faut :
 - mettre l'accent sur la prévention;
 - pratiquer des communications adaptées à la culture et dans la langue voulue;
 - offrir des incitatifs pour favoriser l'adoption d'une approche d'équipe et l'utilisation de la technologie de l'information sur la santé.

A.J. Jones, bureau du représentant américain Clyburn, whip de la majorité à la Chambre des représentants des États-Unis

- Les débats fédéraux et dans les États ne doivent pas « se dérouler dans le noir ».
- Il faut faire une distinction entre les gens qui font problème et ceux qui ont un problème.
- Il faut faire une distinction entre la « stupidité consciente » et une « authentique ignorance ».
- Il faut, avec efficacité et efficacité, faire reculer les disparités en matière de santé.

- La question des initiatives visant les disparités en matière de santé n'est guère différente des questions de logement, d'éducation et de réduction des impôts; une grande partie des fonds fédéraux affectés à l'élimination des disparités en matière de santé ou aux collectivités prennent la forme de fonds réservés par le Congrès ou d'autres initiatives discrétionnaires.
- À ce jour, il n'y a pas eu de débats sérieux sur la nature, l'ampleur ou la portée du problème des disparités.
- Si nous parlons d'uniformité lorsque nous cherchons à mettre fin aux disparités, nous devons envisager le fédéralisme.
- Les professionnels de la santé devraient recevoir une formation au sujet des disparités.

LE GRAND RESSERREMENT : LES DÉFIS DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

***Gouverneur Hunt*, ancien gouverneur de la Caroline du Nord**

- Bien que l'éducation supérieure soit toujours excellente aux États-Unis, ce n'est plus la meilleure au monde.
- Selon une enquête, les États-Unis sont les derniers, parmi 14 pays, pour l'augmentation du taux d'étudiants qui font des études collégiales; il n'y a eu aucune augmentation depuis le début des années 1990.
- La société devrait pouvoir compter sur des taux élevés de diplômation et des diplômés de grande qualité.
- Au cours des 25 dernières années, on n'a aucunement rétréci l'écart entre les Américains à faible revenu et les Américains moyens pour ce qui est de la fréquentation des collèges.
- Quatre-vingt pour cent des nouveaux emplois aux États-Unis exigeront des études postsecondaires.
- À l'avenir, les travailleurs devraient être créatifs et innovateurs.
- Les augmentations de financement devraient être liées à des améliorations vérifiables de la productivité et de l'efficacité.

Hank Brown, Université du Colorado

- Il faudrait abaisser ou éliminer les barrières à l'éducation supérieure.
- Il faudrait récompenser les résultats – l'apprentissage – plutôt que les efforts – le nombre d'heures en classe –, et la récompense devrait être fonction des résultats.
- Un certain nombre de raisons expliquent que les résultats ne soient pas meilleurs en éducation :
 - financement insuffisant;
 - utilisation inefficace des ressources;
 - manque de mesure des résultats;
 - la société se soucie plus des apparences que des résultats réels; l'accent est donc mis sur le taux de diplômation plutôt que sur ce que les étudiants apprennent.
- Des établissements d'enseignement supérieur ont abaissé leurs normes pour avoir un taux plus élevé de diplômation, mesurant à tort leur réussite d'après le nombre de diplômés.
- Il faut reconnaître et récompenser l'amélioration de la productivité et de l'efficacité.

Phyllis Eisen, National Association of Manufacturers

- Les fabricants et le milieu des affaires s'inquiètent d'une pénurie large, profonde et persistante de compétences, ce dont la compétitivité se ressent.
- Bien que le milieu des affaires soit « généralement » ou « assez » satisfait des diplômés qui ont fait des études postsecondaires, « généralement » et « assez », ce n'est pas assez.
- Le milieu des affaires ne trouve pas de travailleurs qui sont souples, capables d'adaptation et capables d'apprendre, mais il en aurait besoin.
- Le milieu des affaires devrait participer à l'élaboration des programmes d'études et à la définition des exigences relatives à la reconnaissance professionnelle.
- On peut évaluer la qualité de l'apprentissage en demandant au milieu des affaires comment s'en tirent les diplômés des études postsecondaires en milieu de travail et si les employeurs peuvent engager les travailleurs qualifiés dont ils ont besoin.
- Il y a une course mondiale au « talent », et la main-d'œuvre peut procurer un avantage concurrentiel.

- Il existe une profonde tension en éducation supérieure au sujet des fins de cette éducation : de meilleurs citoyens ou la population active future.
- On accorde trop de financement aux formules d'étude classiques; il faut appuyer le télé-enseignement et l'éducation permanente.
- Pour le milieu des affaires, la productivité est une question de vie ou de mort, mais cette attitude n'existe pas dans l'enseignement postsecondaire.

Patrick Callan, National Center for Public Policy and Higher Education

- Il faut s'intéresser à la fois aux questions qualitatives et quantitatives.
- Le caractère abordable des études postsecondaires, l'accès à ces études et le taux d'achèvement des études sont des enjeux importants.
- On ne peut résoudre les problèmes dans un établissement à la fois.
- Le type et le nombre des diplômés dont on aura besoin à l'avenir devraient être établis, et il faudrait ensuite décider comment financer les moyens de parvenir à ce résultat.
- Les décideurs devraient concevoir des mesures incitatives pour obtenir les comportements souhaités, et ils ne devraient pas fournir de fonds si les résultats ne sont pas là.
- L'accès aux études postsecondaires repose sur trois piliers, qui sont tous les trois nécessaires :
 - préparation au collège;
 - caractère abordable des études;
 - capacité.
- C'est l'apprentissage et non le temps qui devrait déterminer la vitesse du cheminement des étudiants dans le système d'enseignement postsecondaire.
- Une aide pédagogique devrait être donnée au besoin.
- Dans les universités, il faut mettre un terme à la dérive des missions : de l'enseignement à l'enseignement avec recherche, puis accompagné d'autres éléments.

L'AVANTAGE DE L'ÉCONOMIE DE LA CRÉATION : PARIER SUR LA CULTURE

Jay Dick, Americans for the Arts

- Les arts aident à promouvoir le développement économique.
- Le secteur sans but lucratif des arts et de la culture est en croissance.
- Le secteur des arts et de la culture donne un rendement de 7 contre 1 sur les investissements de l'État.
- Les études en arts devraient être considérées comme une compétence essentielle.

Jane Preston, New England Foundation for the Arts

- Une concentration relativement plus élevée d'entreprises et de travailleurs de la création dans une région donnée confère un avantage concurrentiel à l'économie.
- L'économie de la création a trois composantes clés qui sont liées entre elles :
 - une main-d'œuvre créative;
 - une collectivité créative;
 - une culture de la création.

ALIMENTATION CONTRE CARBURANTS : RÉPONDRE AUX DEMANDES CROISSANTES QUI SONT FAITES À LA PRODUCTION AGRICOLE

Richard Hemmingsen, Initiative for Renewable Energy and the Environment de l'Université du Minnesota

- Il y a des défis délicats à relever du point de vue de l'alimentation et des carburants, de la bioproduction et de l'utilisation des sols.
- Compte tenu des préoccupations actuelles au sujet de la sécurité énergétique, des changements climatiques et des prix de l'essence, la question des carburants renouvelable semble de plus en plus urgente.
- La production alimentaire mondiale a doublé au cours des 35 dernières années, et elle devrait doubler encore dans les 50 prochaines.
- Il existe des problèmes de qualité et de volume d'eau.
- Il faut élaborer un système d'énergie renouvelable qui présente des avantages sur les plans de l'économie, de l'environnement et de la sécurité énergétique.

Scott Riehl, Grocery Manufacturers Association/Food Products Association

- Pour produire des carburants renouvelables, il faudrait utiliser autre chose que les cultures vivrières pour limiter l'impact négatif sur les prix de l'alimentation.

- La diminution des exportations de maïs a un impact sur le monde en développement.
- Comme on plante du maïs plutôt que de l'agave au Mexique, il y a un impact sur le prix de la tequila.
- L'éthanol a peut-être un impact neutre sur les émissions de gaz à effet de serre, mais sa production a un impact sur l'eau; il faut de trois à cinq gallons d'eau pour produire un gallon d'éthanol, ce qui présente un problème particulier dans l'Ouest;
- Le fait que l'offre d'huiles « santé » est limitée devrait être pris en considération dans le contexte du débat sur la réduction des gras trans;
- Il est peu probable qu'il se fera de la recherche sur l'éthanol provenant de la cellulose tant qu'il y aura des subventions pour la production d'éthanol et des tarifs sur l'éthanol exporté.

Elizabeth Brown, National Renewable Energy Laboratory

- De nombreux défis nous attendent en matière d'énergie.
- La production de la biomasse présente un certain nombre d'avantages :
 - neutralité du bilan carbone;
 - abondance extrême et avantages pour les économies rurales.
- Il faudrait élargir le réseau de distribution des biocarburants.
- Il est peu probable que l'éthanol produit à partir de la cellulose remplace complètement celui qui provient des grains.

Wallace Tyner, Purdue University

- Une question clé est celle de savoir si la politique fédérale peut aller au-delà de la production d'éthanol à partir du maïs.
- Des considérations importantes dans le domaine de l'énergie sont la sécurité énergétique et les changements climatiques; dans les deux cas, on peut dire qu'il y a échec sur le marché.
- On a proposé une subvention variable pour l'éthanol : sa valeur serait liée au prix du brut; il n'y aurait pas de subvention lorsque la production d'éthanol est rentable.
- On pourrait accorder des crédits en fonction du contenu énergétique d'un carburant donné et de sa contribution à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- On devrait accorder des incitations à la production d'éthanol à partir de cellulose.

- L'Europe est en train de remplacer les subventions, qui sont payées par les gouvernements, par des normes pour les carburants de remplacement, où c'est le consommateur qui paie à la pompe.
- Il existe de nombreuses possibilités, mais il n'y aura pas d'évolution spontanée vers l'éthanol provenant de la cellulose; cette évolution devra être stimulée par des modifications de politique.

LE VISAGE CHANGEANT DE L'AMÉRIQUE RURALE

Anita Brown-Graham, Institute for Emerging Issues

- Il faudrait utiliser les tendances migratoires pour atténuer la pauvreté.
- Il faut comprendre ce qui existe pour comprendre ce qui pourrait exister.
- Il y a de bonnes et de mauvaises nouvelles pour l'Amérique rurale; il y a eu à la fois des gagnants et des perdants;
- Le déficit de capital humain de l'Amérique rurale a des conséquences pour la participation à l'économie du savoir; les ruraux doivent se préparer à des emplois qui exigent 14 ou 16 ans d'études;
- Dans l'Amérique rurale, le capital financier est limité; on peut y avoir besoin d'un financement local en plus de celui qui provient des institutions financières privées.
- Il faut établir des contacts entre les gens à l'intérieur des collectivités ainsi qu'entre les collectivités.

Kenneth Johnson, Loyola University-Chicago

- Il y a des problèmes de définition du terme « rural ».
- L'accroissement naturel – l'écart entre les naissances et les décès – était la voie de la croissance démographique de l'Amérique rurale au siècle dernier; aujourd'hui, ce facteur perd de l'importance et les migrations intérieures, des villes vers les zones rurales, comptent de plus en plus.
- Les comtés ruraux sont relativement plus susceptibles d'accuser un déclin naturel, et certains ont observé ce déclin dans chacune des 35 dernières années; lorsqu'un comté perd un jeune adulte, il perd aussi les enfants de ce jeune adulte.
- Même si l'Amérique rurale gagne en diversité, sa société demeure moins diversifiée que celle de l'Amérique urbaine
- La population hispanophone, qui est relativement plus jeune et a, relativement, plus d'enfants, croît relativement rapidement dans les villes comme dans les campagnes.

- Une politique globale pour l'Amérique rurale s'impose; elle devrait reconnaître la diversité et la complexité de l'Amérique rurale et tenir compte des faits suivants :
 - l'Amérique rurale ne se limite pas à l'agriculture;
 - une proportion plus forte de la main-d'œuvre rurale travaille dans le secteur manufacturier que ce n'est le cas pour la main-d'œuvre urbaine;
 - les dépenses en développement économique dans les localités rurales ne représentent qu'une fraction des dépenses de même nature dans les villes;
 - les Américains ruraux ont un accès plus limité aux soins de santé et aux médecins;

- L'avenir de l'Amérique rurale et celui de l'Amérique urbaine sont profondément liés.

POINT DE VUE SUR DES TEMPS CRITIQUES

Le secrétaire Michael Chertoff, département de la Sécurité intérieure des États-Unis

- Le gouvernement fédéral, les gouvernements des États et les administrations locales partagent la responsabilité de la protection de la patrie.
- Il faut faire des choix difficiles, et ces choix doivent se faire entre un certain nombre de possibilités imparfaites.
- Il faut concilier sécurité, prospérité et liberté.
- Pour les terroristes, les documents de voyage sont comme des armes.
- Une identification sûre est importante pour la sécurité, mais elle l'est également dans la lutte contre le vol d'identité et l'immigration illégale.
- Les exigences de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental seront probablement appliquées à un moment où l'autre en 2008; il n'est pas raisonnable de compter que les agents frontaliers détectent les falsifications d'une myriade de documents. Une rationalisation du système s'impose donc.
- Les documents qui ne coûtent pas cher sont commodes, et beaucoup les réclament, mais il ne faut pas compromettre la sécurité.
- Par le REAL ID Act, le gouvernement fédéral ne rend pas obligatoire que les permis de conduire deviennent un document fédéral ou une responsabilité fédérale.
- Les gens se fient aux permis de conduire pour une multitude de fins, en plus de l'attestation du droit de conduire, mais il faut s'assurer que le permis reflète l'identification du détenteur.

- Les États ne sont pas tenus d'appliquer le REAL ID Act, mais si un État ne satisfait pas aux exigences fédérales, il ne doit pas compter que ses permis de conduire seront acceptables à des fins fédérales.

La Présidente Nancy Pelosi, Chambre des représentants des États-Unis

- Une grande partie du travail qui doit se faire exige une coopération entre le Congrès et les assemblées législatives des États.
- Les priorités actuelles du Congrès sont les suivantes :
 - protéger les Américains – cette priorité exige qu'on mette l'accent sur la lutte contre le terrorisme, le contrôle de toutes les marchandises, etc.;
 - renforcer les familles – cette priorité exige qu'on mette l'accent sur la santé, l'éducation, etc.;
 - assurer une économie vigoureuse – cette priorité exige qu'on mette l'accent sur la compétitivité à l'échelle planétaire, l'innovation, les études en sciences, en technologie, en génie, en mathématiques, etc.;
 - assurer la fiabilité des infrastructures – cette priorité exige qu'on mette l'accent sur les lacunes de l'infrastructure et qu'on le fasse de manière financièrement responsable;
 - assurer l'autarcie énergétique – cette priorité exige qu'on mette l'accent sur le rôle des agriculteurs dans la conquête de l'autarcie, les conséquences du réchauffement de la planète et le règlement des questions de sécurité nationale, d'environnement, de santé, d'économie et de morale relativement à l'énergie et à sa production.
- La génération actuelle a la responsabilité d'offrir des choix plus nombreux à la génération suivante pour lui donner un plus bel avenir.
- Nous devrions bâtir un avenir digne des sacrifices consentis par les soldats et de la vision des pères fondateurs.

POLITIQUE FRAGMENTAIRE : NÉCESSITÉ D'UNE ACTION FÉDÉRALE DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE

Jennifer DeCesaro, Clean Energy Group

- Vingt-trois États et le district de Columbia ont adopté des normes de pourcentage d'énergie renouvelable dans les portefeuilles (NPERP).
- Les principes de gouvernement à adopter s'il existait des NPERP fédérales sont les suivants :
 - la législation fédérale ne devrait pas évincer celle des États;
 - les crédits pour énergie renouvelable (CER) devraient être de un crédit par mégawatt-heure;
 - les NPERP fédérales devraient s'appuyer sur les systèmes de contrôle existants des États et régions;

- il faut réduire au minimum la complexité de la mise en œuvre;
- il devrait y avoir des achats volontaires d'énergie verte, en plus des exigences des NPERP fédérales.

Lou Hayden, American Petroleum Institute

- Priorités de l'industrie pétrolière et gazière :
 - efficience;
 - technologie;
 - diversité.
- Le marché du pétrole et du gaz est mondial.
- Il y a une limite à la quantité de maïs disponible pour produire de l'éthanol; s'il n'y a pas de percée technologique, il y aura un impact sur le prix du maïs.

Rob Merrifield, député, Chambre des communes du Canada

- Le Canada est pour les États-Unis le fournisseur le plus important et le plus sûr de gaz naturel, d'électricité, d'uranium et de pétrole :
 - 17 p. 100 de leurs importations de brut et de produits pétroliers raffinés (11 p. 100 de la consommation américaine);
 - 85 p. 100 de leurs importations de gaz naturel (16 p. 100 de la consommation américaine);
 - 96 p. 100 de leurs importations d'électricité (environ 1 p. 100 de la consommation américaine);
 - 35 p. 100 de leurs importations d'uranium (à l'origine de 7 p. 100 de l'offre américaine d'électricité).
- Le Canada est doté d'abondantes ressources énergétiques classiques et il est à l'avant-garde du développement de nouvelles technologies énergétiques, dont les piles à combustible, la bioénergie, les pipe-lines et les technologies de transport d'énergie à haute tension.
- Le Canada et les États-Unis, tous deux engagés à privilégier des marchés ouverts, encouragent l'investissement dans les approvisionnements, l'infrastructure et les technologies énergétiques, ce qui renforce la sécurité énergétique.
- Il se fait des efforts bilatéraux pour effectuer des évaluations de la vulnérabilité de certaines infrastructures énergétiques partagées, dont des pipe-lines, des systèmes de transport de l'électricité et des barrages.
- Le Canada et les États-Unis ont des défis semblables à relever et ils ont un intérêt commun à collaborer afin :

- d'améliorer l'ouverture et l'efficacité de leur marché intégré de l'énergie;
 - de renforcer la sécurité énergétique;
 - d'améliorer la compétitivité de l'Amérique du Nord dans l'économie mondiale;
 - de gérer les impacts environnementaux de la production et de l'utilisation de l'énergie, plus particulièrement la pollution de l'air et les émissions de gaz à effet de serre.
- L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) établit des règles claires, transparentes et prévisibles pour encadrer le commerce dans le domaine de l'énergie, pour le plus grand bien du Canada et des États-Unis.
 - Aux termes du Partenariat pour la sécurité et la prospérité, signé par les partenaires de l'ALENA, des mesures sont prises pour créer un contexte propice à une offre et à une utilisation durables de l'énergie.
 - Les relations bilatérales dans le commerce de l'énergie sont une réussite.
 - Par l'importance de ses réserves de pétrole prouvées, le Canada se classe au deuxième rang, derrière l'Arabie Saoudite; les ressources prouvées du Canada s'élèvent à 179 milliards de barils : 4,3 milliards de pétrole classique et 174 milliards de pétrole à extraire des sables bitumineux.
 - En 2006, le Canada a fourni aux États-Unis 17 p. 100 de leur consommation; on prévoit une croissance au taux annuel de 19 p. 100.
 - Canada et les États-Unis se fournissent l'un à l'autre la quasi-totalité de leurs importations d'électricité; le Canada a fourni aux États-Unis environ 96 p. 100 de leurs importations d'électricité.
 - Le Canada est un important fournisseur d'électricité pour la Nouvelle-Angleterre, New York, l'Upper Midwest, le Pacifique Nord-Ouest et la Californie.
 - L'interconnexion des réseaux d'électricité canadiens et américains aide à garantir un système d'électricité partagé efficace, ce qui permet le partage de la charge et l'intégration.
 - Le commerce bilatéral en électricité aide à faire baisser les coûts et à stabiliser l'offre.
 - Le Groupe bilatéral de supervision de la fiabilité des services d'électricité a pour tâche d'établir des normes exécutoires de fiabilité des services d'électricité en Amérique du Nord.
 - Le Canada et les États-Unis collaborent en fonction de leurs intérêts communs en électricité, par exemple une plus grande fiabilité du système de transport.

- La panne de la côte est, en 2003, a mis en évidence le haut degré d'interdépendance des réseaux d'électricité.
- Le Canada fournit aux États-Unis environ 85 p. 100 de leurs importations de gaz naturel, qui est transporté par le réseau partagé de pipe-lines.
- Le Canada est au troisième rang des plus importants producteurs de gaz naturel du monde, derrière la Russie et les États-Unis, et le deuxième exportateur, derrière la Russie.
- Pendant la période de 1994-2004, les exportations de gaz naturel du Canada aux États-Unis ont progressé d'environ 25 p. 100.
- Seulement 27 p. 100 du potentiel canadien de gaz naturel classique, estimé à plus de 500 billions de pieds cubes, a déjà été extrait.
- Une grande partie des ressources canadiennes en gaz naturel est située dans le Nord et au large des côtes.
- Le Canada fournit environ 27 p. 100 de l'uranium utilisé dans les centrales nucléaires américaines, soit l'équivalent de plus de 5 p. 100 de l'approvisionnement total en électricité aux États-Unis.
- Le Canada est le plus important producteur mondial d'uranium utilisé pour la production d'énergie nucléaire. Il est à l'origine de près du tiers de la production mondiale à la mine.
- Sans l'énergie nucléaire, les émissions de gaz à effet de serre dans nos pays seraient d'environ 10 p. 100 plus élevées chaque année, et les émissions d'autres polluants de l'atmosphère seraient également plus élevées.
- Le Canada investit dans la prochaine génération de technologies pour s'assurer que l'énergie nucléaire continue de faire partie de l'arsenal énergétique à venir.
- Le Canada et les États-Unis participent au Forum international Génération IV en vue de mettre au point conjointement la technologie nucléaire commerciale de quatrième génération.
- Le Canada et les États-Unis participent au Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes.
- Le Canada produit des isotopes médicaux qui permettent de diagnostiquer la gravité des maladies cardiaques et d'évaluer la propagation du cancer. Les isotopes produits au Canada comblent environ 65 p. 100 de la demande des États-Unis.
- Des travaux sont en cours sur la politique énergétique aux niveaux provincial et fédéral et à celui des États, tant aux États-Unis qu'au Canada, dans un certain nombre de domaines. Voici quelques-uns des domaines d'intérêt commun :

- efficacité énergétique et efficacité des carburants des véhicules;
 - les carburants de remplacement pour les transports, notamment les biocarburants;
 - le captage et le stockage (séquestration) du carbone.
- Le gouvernement fédéral du Canada a actuellement un programme d'application volontaire sur la consommation des véhicules automobiles et un protocole d'entente avec les fabricants pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.
 - Le gouvernement fédéral du Canada s'est engagé à réglementer la consommation moyenne des véhicules automobiles vendus au Canada à compter de 2011, et les mesures prises aux États-Unis au sujet des économies de carburant seront prises en considération dans l'élaboration des normes de consommation au Canada.
 - Le gouvernement fédéral du Canada a annoncé récemment une nouvelle réglementation et des fonds pour faire en sorte que d'ici 2010, l'essence vendue au Canada ait une teneur d'au moins 5 p. 100 d'énergie renouvelable et que le carburant diesel et le mazout de chauffage en ait une teneur de 2 p. 100 d'ici 2012.
 - Le Canada souhaite continuer à collaborer avec les États-Unis pour garantir que les avantages des politiques respectives des deux pays se concrétisent et que les marchés nord-américains intégrés du carburant continuent de fonctionner efficacement.
 - Le Canada a désigné le captage et le stockage du carbone (CSC) comme une occasion importante de faire progresser le déploiement et la mise à l'essai sur une grande échelle d'une technologie énergétique propre; le Canada veut collaborer davantage au sujet du CSC.
 - À l'avenir, le Canada voudrait relever avec les États-Unis les défis communs en matière énergétique et est convaincu de la valeur d'une collaboration nationale et régionale pour renforcer la sécurité énergétique, la compétitivité économique et l'intendance environnementale en Amérique du Nord.

Bill Brier, Edison Electric Institute

- Question importante : « L'autarcie énergétique est-elle un objectif réaliste? »
- Il faut une action énergique sur les plans de l'offre et de la demande d'énergie.
- Les Démocrates ont tendance à mettre l'accent sur la demande d'énergie et les Républicains sur l'offre.

DANS QUELLE MESURE SOMMES-NOUS EN SÉCURITÉ?

Le sénateur d'État Marc Pacheco, Sénat du Massachusetts

- De nombreux États ont l'impression d'être livrés à eux-mêmes, dans la planification de la sécurité.
- Capacités essentielles de la sécurité intérieure :
 - renseignement et mise en commun de l'information;
 - communications interopérables;
 - équipes d'intervention pour gérer les matières dangereuses;
 - équipement de protection personnelle pour les intervenants de première ligne;
 - biosurveillance;
 - évaluations de la vulnérabilité;
 - formation et exercices;
 - planification de l'affluence dans les hôpitaux;
 - électricité de secours et moyens de communication de rechange;
 - sécurité dans les transports.

L'honorable Wayne Easter, P.C., député, Chambre des communes du Canada

- La situation dans le monde évolue constamment.
- Comme les États-Unis, le Canada a renforcé sa sécurité depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001, et il continue d'agir dans le même sens – tant sur le plan intérieur qu'avec des partenaires internationaux et des alliés – afin que les Canadiens et leurs institutions soient en sécurité, aussi bien au Canada qu'à l'étranger.
- Au Canada, divers ministères et organismes fédéraux jouent un rôle dans la préservation de la sûreté et de la sécurité des Canadiens et de leurs institutions :
 - le Service canadien de renseignement de sécurité, qui est l'organisme du Canada chargé de la sécurité nationale et applique un certain nombre de programmes proactifs et préventifs, et dont la lutte contre la violence terroriste est au premier rang des priorités;
 - la Gendarmerie royale du Canada, dont environ 80 p. 100 des enquêtes fédérales ont des ramifications au-delà des frontières du Canada;
 - Sécurité publique Canada, qui assure un leadership national pour garantir la viabilité et la résilience des infrastructures essentielles du Canada ainsi que la protection civile;
 - le ministère de la Défense nationale, qui, entre autres activités, a une unité de lutte contre le terrorisme;
 - le Centre de la sécurité des télécommunications, qui s'occupe du renseignement étranger et aide à faire en sorte que les

télécommunications du Canada soient à l'abri des interceptions, des perturbations, des manipulations et du sabotage;

- l'Agence des services frontaliers du Canada, qui administre et fait respecter les règlements régissant le commerce et les voyages à la frontière, entre autres choses;
- la conseillère nationale pour la sécurité, qui conseille le premier ministre en matière de sécurité et appuie le Comité du Cabinet fédéral chargé de la sécurité de la santé publique et de la protection civile;
- le Bureau du Conseil privé, qui coordonne les politiques du gouvernement du Canada en ce qui concerne les activités de sécurité et de renseignements pour tous les ministères et organismes fédéraux; il favorise des relations internationales en matière de renseignements de sécurité;
- le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, qui dirige les efforts du gouvernement fédéral pour ce qui est d'élaborer des réponses internationales;
- Citoyenneté et Immigration Canada, qui aide à faire en sorte que les immigrants, les réfugiés et les visiteurs qui viennent au Canada ne représentent pas de risque;
- Justice Canada, dont des représentants siègent également à divers comités qui orientent et coordonnent les activités du milieu de la sécurité et des renseignements de sécurité;
- Transports Canada, qui établit et met en application des normes de sécurité quant aux réseaux de transport aériens, terrestres et maritimes du Canada;
- Infrastructure Canada, qui, grâce au Fonds sur l'infrastructure frontalière – fournit des fonds ciblés pour certains des passages les plus fréquentés de la frontière canado-américaine;
- le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, qui reçoit, analyse, évalue et divulgue des renseignements d'ordre financier se rapportant à des activités présumées de blanchiment d'argent, de financement de terrorisme et de menaces à la sécurité du Canada;
- l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, qui contribue à protéger le système de transport aérien du Canada.

➤ Le Canada collabore avec les États-Unis dans le cadre d'Équipes intégrées de la police des frontières (EIPF), dont le rôle est de renforcer la sécurité à la frontière canado-américaine; il y a 15 régions :

- Pacifique;
- Okanagan;
- Rocheuses;
- Prairies;
- Rivière Rouge;
- Lac Supérieur;
- Sault Ste Marie;

- Detroit-Windsor;
 - Frontière du Niagara;
 - Milles-Îles;
 - Vallée du Saint-Laurent;
 - Valleyfield;
 - Champlain;
 - Est;
 - Atlantique.
- Au fond, chaque EIPF est une équipe policière bilatérale qui fait appel à plusieurs organismes; elle met l'accent sur une approche canado-américaine coopérative et intégrée; bien que d'autres partenaires fédéraux, provinciaux, étatiques et locaux participent, les cinq principales entités fédérales en cause sont les suivantes :
- Gendarmerie royale du Canada (Canada);
 - Agence des services frontaliers du Canada (Canada);
 - Customs and Border Protection/Office of the Border Patrol (États-Unis);
 - U.S. Coast Guard (États-Unis);
 - Immigration and Customs Enforcement (États-Unis);
- Les EIPF : permettent une communication rapide et exacte du renseignement entre les services policiers et d'application de la loi canadiens et américains; protègent le Canada et les États-Unis contre les menaces du terrorisme; empêchent le passage en fraude de drogues, d'êtres humains, de cigarettes de contrebande et d'autres produits illégaux.
- De plus, des comités permanents du Sénat et de la Chambre des communes du Canada étudient périodiquement des questions liées à la sûreté et à la sécurité.
- Il y a également une diversité de programmes et d'initiatives conçus pour faciliter la circulation des marchandises et des voyageurs en règle à la frontière commune du Canada et des États-Unis, pourvu que l'objectif de sécurité demeure prioritaire :
- le programme EXPRES permet la circulation rapide des marchandises admissibles à la frontière ainsi que le traitement de la vérification de l'observation des politiques commerciales ailleurs qu'à la frontière;
 - NEXUS, qui est conçu pour accélérer le passage à la frontière tant canadienne qu'américaine des voyageurs préautorisés à faible risque;
 - Partenaires en protection, programme canadien qui fait participer l'industrie aux efforts d'amélioration de la sécurité à la frontière, de lutte contre le crime organisé et le terrorisme, de sensibilisation aux questions de respect des règles douanières et de détection de la contrebande;

- le Programme d'autocotisation des douanes (PAD), initiative canadienne fondée sur les principes du partenariat et de la gestion du risque;
 - l'Initiative relative à la sécurité des conteneurs, système de sécurité de la chaîne d'approvisionnement qui est un prolongement de l'initiative Information préalable sur les expéditions commerciales;
 - l'initiative Information préalable sur les expéditions commerciales, qui est en place pour le transport maritime et aérien et sera implantée pour le transport routier et le transport ferroviaire;
- La circulation accélérée des marchandises et personnes « de confiance » permet de consacrer davantage de ressources aux marchandises et personnes dont le degré de risque est élevé ou inconnu.
- Après les attentats terroristes de septembre 2001, le Canada et les États-Unis ont signé la Déclaration sur la frontière intelligente et le Plan d'action en 32 points, qui améliorent sur quatre plans la coopération qui a toujours existé entre les pays :
- la circulation des personnes en toute sécurité;
 - la circulation des marchandises en toute sécurité;
 - la sécurité des infrastructures;
 - la coordination la mise en commun de l'information.
- Les éléments du Plan d'action ont en un sens été repris dans le Partenariat trilatéral pour la sécurité et la prospérité (PSP) conclu entre les partenaires de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).
- Le PSP est un accord entre les partenaires de l'ALENA, qui s'engagent à travailler en coopération à bâtir une Amérique du Nord plus sûre et à l'économie plus dynamique, tout en respectant la souveraineté, le patrimoine propre, la culture et les lois de chacun des pays; il reconnaît également que sécurité et prospérité vont de pair.
- Le Plan de travail pour la sécurité du PSP comporte dix objectifs et, par conséquent, dix groupes de travail :
- sécurité des voyageurs;
 - sécurité des marchandises;
 - facilitation des passages frontaliers;
 - sécurité aérienne;
 - sécurité maritime;
 - collaboration en matière d'application de la loi;
 - collaboration sur le plan du renseignement;
 - bioprotection;
 - gestion des urgences;
 - sciences et technologie.

- Le Canada a derrière lui une longue histoire remarquable d'aide aux pays déchirés par la guerre et dont les citoyens s'efforcent de retrouver la stabilité et la sécurité, de rebâtir leur vie, leurs collectivités et le pays tout entier, et cherchent à bâtir un meilleur avenir pour eux-mêmes et leurs familles.
- En ce moment, le Canada travaille seul ou avec l'ONU et des alliés de l'OTAN en Bosnie, au Rwanda, au Congo, à Haïti et en Afghanistan, entre autres pays.
- Sous la direction du Canada, les pays du G8 se sont inspirés de la Cooperative Threat Reduction Initiative des États-Unis et lancé le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes; la contribution du Canada au partenariat est à peu près égale à celle des États-Unis, sur la base du produit intérieur brut par habitant.
- La politique canadienne de sécurité nationale d'avril 2004 offre un cadre stratégique et un plan national dont le but est de faire en sorte que le Canada soit prêt et puisse riposter face aux menaces présentes et à venir; les trois intérêts centraux, en sécurité nationale, sont les suivants :
 - protéger le Canada et les Canadiens chez eux et à l'étranger;
 - s'assurer que le Canada ne sert pas de base à des menaces visant des alliés;
 - contribuer à la sécurité internationale.
- Il faut reconnaître que les menaces à la sécurité évoluent et deviennent de plus en plus complexes au fur et à mesure que le monde évolue, présentant des défis pour les gouvernements, les organismes d'application de la loi et de sécurité ainsi que tous les citoyens.
- Chacun a un rôle à jouer sur le plan de la sécurité, et tous doivent assumer la responsabilité d'aider à bâtir un avenir où la sécurité régnera.
- Il y a une différence entre se sentir en sécurité et l'être; bien des efforts renforcent l'impression de sécurité sans vraiment améliorer la sécurité.
- Il est essentiel de mettre le renseignement en commun; pour être vraiment utile le renseignement doit être rapide, pertinent et largement communiqué entre les partenaires à l'intérieur du pays et à l'étranger, sans que soit brimé le droit des particuliers à la protection de leurs renseignements personnels.
- Il faut concilier la sécurité et les libertés civiles.
- Les Canadiens vivent dans une société mondiale interconnectée; le terrorisme est une menace mondiale qui appelle une approche unie, cohérente et complète de la part des pays qui respectent la primauté du droit, les principes de bonne gouvernance et le droit international.

- Nous sommes probablement plus en sécurité aujourd'hui qu'il y a six ans et, même si un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux ont une certaine responsabilité en matière de sûreté et de sécurité, il y a encore beaucoup de choses qu'on peut faire.
- Il faut mettre l'accent sur les mesures qui améliorent vraiment notre sécurité – par opposition à l'impression de sécurité.

Gerry Sklavounos, député à l'Assemblée nationale du Québec

- Le Québec doit assurer la sécurité collective de sa société; en conséquence, l'accent est mis sur le trafic des drogues et des humains, les pandémies, le blanchiment d'argent, etc.
- Le Québec croit qu'il doit contribuer à la sécurité économique par ses exportations vers les États-Unis; 80 p. 100 des exportations du Québec sont destinées aux États-Unis et de nombreux États fournissent des matières premières au Québec.
- Le Québec est convaincu de la nécessité de protéger le milieu de vie de ses citoyens.
- En mai 2006, le Québec a publié sa politique internationale, comprenant les cinq objectifs et priorités que voici :
 - renforcer la capacité d'action et d'influence de l'État québécois;
 - favoriser la croissance et la prospérité du Québec;
 - contribuer à la sécurité du Québec et du continent nord-américain;
 - promouvoir l'identité et la culture du Québec;
 - contribuer à l'effort de solidarité internationale.
- Le Québec a des accords de coopération bilatérale avec certains États de la Nouvelle-Angleterre.
- Le Québec estime qu'il est possible d'assurer simultanément la sécurité et la prospérité.
- Les menaces transcendent les frontières.

L'honorable Gisela Piltz, Bundestag allemand

- Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont profondément transformé le paysage des États-Unis et de l'Europe, et des menaces subsistent d'un côté comme de l'autre.
- En Allemagne, le débat sur les libertés civiles est analogue à celui qui se fait aux États-Unis.

- En Allemagne, il n'est pas évident qu'il faille adopter de nouvelles lois; il faudrait plutôt, dans certains cas, qu'on applique mieux les lois existantes.
- Il faut améliorer la communication, la coopération et la mise en commun de l'information entre les intervenants.

L'honorable Volker Hoff, État de Hesse (Allemagne)

- En Allemagne, la police relève de chacun des États; les autorités fédérales sont chargées de la sécurité extérieure et de certaines autres obligations.
- L'Allemagne possède une architecture de sécurité efficace.
- Il subsiste des menaces et elles ciblent souvent des objectifs non protégés comme des trains, des écoles, des aéroports, des centres commerciaux, etc.

LES PRÉSIDENTS AMÉRICAINS

Andrew Card, ancien chef de Cabinet à la Maison blanche

- Caractéristiques de leadership que les électeurs souhaitent chez leur président :
 - être mis à l'épreuve par ceux qu'il dirige;
 - avoir le courage d'être seul;
 - avoir le courage de prendre des décisions difficiles et de les prendre dans l'intérêt supérieur du pays plutôt que pour des raisons politiques;
 - la « description de poste » du président découle de l'article 2 de la Constitution;
- Notion de jugement et d'expérience :
 - Reagan n'avait pas une expérience aussi vaste que ce que les gens jugeaient nécessaire;
 - le président devrait pouvoir prendre des décisions difficiles au bon moment, mais sans précipitation;
 - une vision et un leadership constructifs sont importants.
- Enjeux du débat sur la prochaine élection républicaine :
 - une question clé est celle de savoir qui peut offrir une vision d'ensemble pour l'Amérique;
 - les Républicains parlent d'une vision de l'Amérique;
 - les gens seront exaspérés par les « faux » présidents, dans l'attente du congrès.
- Questions qui se posent pour les États-Unis :
 - la sécurisation de l'Amérique, qui est le premier enjeu;
 - la vigueur de l'économie dans un monde concurrentiel;

- les questions liées à des coûts « structurels » comme la réforme de la sécurité sociale, l'assurance-maladie, l'assurance-médicaments, les soins de santé et les retraites.
- La politique aux États-Unis :
- les États-Unis demeureront un pays partagé entre des États rouges et des États bleus, mais certains États peuvent changer de couleur;
 - la polarisation et les influences polarisantes, comme la radio-poubelle.

David Gergen, Université Harvard

- Caractéristiques de leadership que les électeurs souhaitent chez leur président :
- une flamme intérieure et une vision de ce que la société devrait être;
 - de la personnalité, du courage et de l'intégrité;
 - un jugement sûr;
 - la capacité de susciter des consensus.
- Notion de jugement et d'expérience :
- l'expérience, surtout l'expérience de la direction, compte;
 - il est important de savoir ce qu'exige la direction d'une organisation;
 - les sénateurs Clinton, Obama et Edwards n'ont pas d'expérience de direction.
- Enjeux du débat sur la prochaine élection républicaine :
- pour l'instant, les Républicains ont des idées plus fermes que les Démocrates sur ce que l'avenir doit être.
- Questions qui se posent pour les États-Unis :
- la sécurité et la stabilité au Moyen-Orient;
 - les changements climatiques;
 - le renouvellement du contrat social en Amérique en matière de soins de santé, de sécurité sociale, de médicaments et d'éducation.
- La politique aux États-Unis :
- la qualité du leadership dépend de la qualité de ceux qui sont dirigés;
 - il est presque interdit aux candidats démocrates à la présidence de parler des choix, des décisions difficiles qu'il faudra faire;
 - les États sont des laboratoires du changement;
 - les idées sont importantes et, sur ce plan, les Républicains ont un avantage; les Démocrates doivent s'efforce de combler leur manque relatif

d'idées; leur parti doit avoir des idées et représenter quelque chose de constructif plutôt qu'un simple parti qui s'oppose au président Bush.

LE MANQUE D'EAU : CONFLIT OU COLLABORATION?

Le sénateur d'État Ann Rest, Sénat du Minnesota

- Depuis une vingtaine d'années, il y a eu un certain nombre de demandes de dérivation d'eau du bassin des Grands Lacs.
- Le Minnesota a 7 p. 100 de son territoire dans le bassin des Grands Lacs; 30 p. 100 de la population canadienne habite dans le bassin des Grands Lacs;
- La Charte des Grands Lacs est un accord non exécutoire sur l'utilisation de l'eau et l'approvisionnement en eau;
- Il faut des autorisations pour prélever dans les Grands Lacs plus qu'un certain volume quotidien ou annuel d'eau;
- On exige des rapports annuels sur l'utilisation d'eau.

George William Sherk, Colorado School of Mines

- L'eau est l'enjeu de différends à l'intérieur des États et entre ceux-ci.
- Les États situés à l'est du Mississippi se sont éloignés de la doctrine du droit des riverains.
- Dans les États de l'Ouest, il faut, pour se prévaloir de droits ou modifier des droits existants, montrer que cela est dans l'intérêt public, peu importe la définition de cette expression et qui peut interpréter cette notion.
- Les textes ne font plus de distinction entre les États qui ont des droits comme riverains et les États qui se sont approprié des droits en premier.
- La Cour suprême a dit que les États ont le devoir de conserver et d'accroître les ressources communes en eau.
- Si l'approvisionnement en eau est insuffisant, il faut avoir un mécanisme permettant de déterminer les utilisations prioritaires.
- Ce qui est actuellement interprété comme une sécheresse peut en réalité être la fin d'une période humide.

Peter Sly, Colby College

- Il est important de s'interroger sur ses voisins et de reconnaître que ce sont peut-être ses pires ennemis.

- Comme les accords relatifs à l'eau ne durent qu'un certain temps, il est important de se réconcilier.
- Il est important de respecter la souveraineté tribale.

Respectueusement soumis,

L'hon. Jerahmiel Grafstein,
sénateur,
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Rob Merrifield, député
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	Conférence nationale des législatures d'état sommet législatif « états forts, nation forte » - Réunion annuelle de 2007
DESTINATION	Boston, Massachusetts, États-Unis d'Amérique
DATES	du 5 au 9 août 2007
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Jim Munson, sénateur
CHAMBRE DES COMMUNES	Rob Merrifield, député, coprésident L'hon. Wayne Easter, C.P., député Pierre Paquette, député
PERSONNEL	Daniel Charbonneau Secrétaire exécutif June Dewetering Analyste
TRANSPORT	5 676.02 \$
HÉBERGEMENT	7 953.82 \$
HOSPITALITÉ	Ø \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 369.08 \$
CADEAUX OFFICIELS	Ø \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	2 837.10 \$
TOTAL	18 836.02 \$